

Seconde guerre mondiale

la Résistance à Mende



**Jean Moulin
(couverture)**

**Textes extraits du CDRom *La Résistance en Lozère* par l'AERI
(Association pour les Études de la Résistance Intérieure).**

***La Résistance en Lozère* paru en 2006 sous la responsabilité
de Jean BONIJOL et Hervé FUMEL.**

**Cet opuscule regroupe les textes des panneaux disposés
dans la ville de Mende pour constituer le Chemin de mémoire**

***La Résistance à Mende*, ce qui explique les répétitions
d'un texte à l'autre.**

Sommaire

Le mot du Maire	3
Le mot de l'ONAC et de l'ANACR 48	4
La Résistance à Mende	5 à 7
Henri Bourrillon dit «Limoux»	8 et 9
Paul Martin et Urbain Paradis	10 et 11
Le garage Giral et Fernand Richard	12 et 13
Jean Mazel	14 et 15
Joseph et Henriette Bourdon	16
Jean Lyonnet dit «Marchal»	17 et 18
Jean Bonijol dit «Bull»	19 et 20
Les fusillés du Meylet	21 et 22
La communauté de la Providence	23
Pierre Lorentz	24 et 25
Organisation de la Résistance	26 et 27
Maurice David dit «Colonel Thomas»	28 et 29
Émile Peytavin dit «Ernest»	30 et 31
François Godet et Fernand Mohrbach	32 et 33
La libération de Mende	34 à 36



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

Le mot du Maire

Il était naturel et indispensable pour la municipalité mendoise de créer ce cheminement baptisé « La Résistance à Mende ».

C'est un rappel, un signe adressé à tous, mendois et touristes, à propos du courage dont firent preuve les Résistants mendois dans la clandestinité, parfois dans la souffrance et jusqu'à la mort, pour défendre la liberté de la France et les valeurs républicaines.

Ce parcours mémoriel rappelle des actions, des lieux et donne un visage à des hommes connus ou inconnus. Il appartient à chacun, et par-dessus tout aux jeunes générations, de reconnaître ceux qui ont dit NON aux directives de Vichy et qui ont mené dans l'ombre le combat contre le fascisme.

Cet acte fort de la ville n'a été possible que par le travail admirable « du groupe de projet » composé d'élues, de membres du personnel communal, de l'ONAC (Office National des Anciens Combattants), de l'ANACR 48 (Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance de la Lozère) et beaucoup d'autres bénévoles. Je remercie chacun au nom des Mendois.

Le Maire
Alain Bertrand



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



Le mot de L'ONAC

Avec son réseau signalétique La Résistance à Mende, le chef-lieu de la Lozère s'est doté d'un équipement mémoriel de premier ordre. Parcours urbain et traversée historique, il éclairera concrètement le citoyen sur le prix des valeurs républicaines. L'Office national des anciens combattants (ONAC) est heureux d'avoir pu accompagner depuis sa naissance le développement d'une infrastructure qui doit contribuer à informer le visiteur, à former la jeunesse et à faire vivre le courage des Résistants. Bon travail de mémoire.

David Davatchi
Directeur départemental de l'ONAC



Le mot de L'ANACR 48

Le Comité départemental de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance de la Lozère (ANACR 48) se félicite de la création d'un parcours de Mémoire de la Résistance à l'initiative de la mairie de Mende. Ce parcours relève de la nécessaire formation continue du citoyen. Elle est aussi un antidote à l'amnésie, propice à toutes les réécritures de l'Histoire. Les panneaux raconteront à la jeunesse, aux passants curieux et à ceux qui s'intéressent à l'histoire de la cité, la Résistance lozérienne à travers les Mendois qui ont contribué à l'écrire. Hommage, que nous souhaitons pédagogique, de notre génération à celle qui nous a précédés. L'ANACR est heureuse et fière d'avoir pris toute sa part dans la réalisation de ce projet. Il faut que l'Histoire fasse trace pour que, selon le vœu du Général de Gaulle, « *la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais* ».

De plus, notre association remercie la mairie pour son soutien dans son combat pour que le 27 mai, date anniversaire de la création, en 1943, du Conseil National de la Résistance (CNR) par Jean Moulin, soit enfin reconnu comme « Journée Nationale de la Résistance ». L'inscription de ce jour au calendrier des commémorations de la commune est un acte fort qui engage l'avenir.

Dany Rouveyre
Présidente déléguée



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



La Résistance à Mende

La Résistance lozérienne naît à partir de petits groupes d'individus d'opinions souvent très diverses voire opposées qui, dès 1940-1941, refusent la défaite et le gouvernement de Vichy. Marvejols, les Cévennes, l'hôpital de Saint-Alban... sont des lieux importants de cette Résistance.

Mende, chef-lieu du département où se regroupent tous les services du gouvernement de Vichy et de l'occupant, a une situation plus particulière. La Résistance y est symbolisée par Henri Bourrillon, maire de la ville, destitué par Vichy, et chef de la Résistance lozérienne. Elle est illustrée aussi par des hommes comme Jean Lyonnet, Jean Mazel, Emile Peytavin qui sont parmi les premiers Résistants lozériens.

Dans les services, notamment à la préfecture, les membres du Noyautage des Administrations Publiques (NAP) sont actifs. Les *points de chute* ou les *boîtes aux lettres* de la Résistance, comme le garage Giral, permettent les liaisons. Certaines actions plus individuelles contribuent à cet ensemble sans provenir de mouvements organisés, comme celle de Pierre Lorentz au commissariat de Police.

Enfin, d'autres Mendoises et Mendois (Joseph et Henriette Bourdon, la communauté de la Providence...) prennent une part active à l'aide et à la protection des persécutés en particulier des Juifs.

La ville de Mende vous propose de découvrir l'histoire de la Résistance locale tout au long des étapes de ce chemin de mémoire.





- 1 LA RÉSISTANCE À MENDE OTI Place du Foirail
- 2 HENRI BOURRILLON Place de la République
- 3 PAUL MARTIN & URBAIN PARADIS Préfecture
- 4 LE GARAGE GIRAL + FERNAND RICHARD Boulevard du Soubeyran
- 5 JEAN MAZEL Square Place Charles de Gaulle
- 6 JOSEPH ET HENRIETTE BOURDON Le Temple
- 7 JEAN LYONNET Rue du Pré-Claux
- 8 JEAN BONIJOL Groupe Scolaire
- 9 HENRI BOURRILLON Collège Avenue Paulin Daudé



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



- 11 LES FUSILLÉS DU MEYLET Chemin du Meylet
- 12 LA COMMUNAUTÉ DE LA PROVIDENCE Rue de la Chicanette
- 13 PIERRE LORENTZ Hôtel de Police Rue des Écoles
- 14 ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE Chemin de la Résistance
- 15 MAURICE DAVID Rue du Colonel Thomas
- 16 ÉMILE PEYTAVIN Lycée Technique
- 17 FRANÇOIS GODET ET FERNAND MOHRBACH Stèle de la Boulaine
- 18 LA LIBÉRATION DE MENDE Mont Mimât

Seconde guerre mondiale
la Résistance
à Mende



Henri Bourrillon est né à Mende le 20 avril 1891. Avocat, il devient maire de la ville en 1929. Organisateur de la Résistance en Lozère, il dirige l'Armée Secrète (AS) à partir de 1942. Déporté en 1944, il meurt peu avant la fin de la guerre.

Henri Bourrillon dit «Limoux»



Henri Bourrillon
(droits Marthe Simi-Bourrillon)

(1891-1945)

Maire de Mende,
chef politique des MUR
de Lozère
Mort en déportation

ser le boulevard du Soubeyran pour lui donner le nom du Maréchal Pétain. Dénoncé, il est destitué de sa fonction de maire par le gouvernement de Vichy le 15 février 1941.

Henri Bourrillon s'illustre par des actions personnelles pleines d'humanisme et pour certaines en totale opposition au régime de Vichy. Préoccupé par les conditions de vie des internées du camp de Rieux, il mène plusieurs initiatives en leur faveur. Henri Bourrillon refuse de débapti-

ser le boulevard du Soubeyran pour lui donner le nom du Maréchal Pétain. Dénoncé, il est destitué de sa fonction de maire par le gouvernement de Vichy le 15 février 1941.

En compagnie de Jean Lyonnet et d'Adrien Aïn, il diffuse le journal clandestin «Combat». En mars 1942, il devient le chef politique de la Résistance. En décembre 1942, il dirige l'Armée Secrète (AS), organisation politico-militaire. En mars 1943, Henri Bourrillon prend la tête des



Seconde guerre mondiale
la Résistance
à Mende

Mouvements Unis de la Résistance (MUR). Le 13 novembre 1943, le Comité Français de Libération Nationale le désigne comme futur préfet de la Lozère.

Henri Bourrillon diffuse les journaux et réceptionne les rapports écrits et verbaux de ses agents, ceci grâce au garage Giral qui lui sert de *boîte aux lettres*. Lors des coups portés à la Résistance lozérienne, il réorganise les réseaux. Il confectionne des cachets pour les faux papiers ou cartes d'alimentation. Il organise le ravitaillement des maquisards de la région de Villefort. Lors de l'arrestation du militant communiste Louis Veylet, il prend le risque d'aller le défendre à Nîmes.

La vie d'Henri Bourrillon bascule le 28 février 1944. Suite à une trahison, il est arrêté à son domicile. Emmené à la villa Massador,

siège de la police allemande puis à la prison des Carces à Mende, il est transféré à Montpellier puis à Compiègne. Le 27 avril 1944, il arrive à Auschwitz. Il est conduit à Buchenwald, à Flossenbürg puis à Floha où il effectue des travaux forcés dans une usine d'aviation. Devant la poussée américaine et soviétique, les déportés sont déplacés par leurs geôliers. Ils marchent plus de trois semaines. C'est dans les Sudètes, près du village de Flehau (Blazny) qu'Henri Bourrillon, exténué, succombe.

Henri Bourrillon est officiellement décédé le 3 mai 1945. Son corps n'est ramené à Mende qu'en septembre 1952. Il est inhumé au cimetière Saint-Gervais le 19 octobre. La mémoire d'Henri Bourrillon reste toujours très vivace au sein de la population mendoise.



Le mouvement de la Résistance a bénéficié de la complicité et de l'engagement de fonctionnaires résistants, refusant d'obéir aux ordres du régime de Vichy. Certains, comme Paul Martin et Urbain Paradis, organisés dans le Noyautage des Administrations Publiques (NAP) ont risqué leur vie et ont été déportés.

Paul Martin

1883-1972 - Fonctionnaire, Résistant et Déporté

Paul Martin, chef de bureau de l'Office départemental des charbons à la préfecture de la Lozère et directeur du Comité charbonnier départemental est né le 18 juillet 1883 à Crest dans la Drôme. C'est un agent du NAP. Il contribue d'une façon active au camouflage des jeunes gens appelés au Service du Travail Obligatoire (STO). Il effectue aussi des liaisons avec le maquis et le transport de correspondances diverses. Il diffuse des tracts et le journal « Combat ».



Retour de déportation.
Debout : Paul Maury, Pierre Lorentz.
Assis : Paul Martin et Urbain Paradis.
(Droits Jean Paradis)

Le vendredi 9 juin 1944, Paul Martin est arrêté dans son bureau par la police allemande. Deux autres fonctionnaires de la préfecture



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

sont aussi concernés : Urbain Paradis arrêté à son domicile et André Roche, chef du bureau comptabilité et du service des réfugiés qui réussit à s'enfuir.

Après avoir été interrogé et emprisonné plus d'un mois,

le jeudi 13 juillet 1944, Paul Martin est envoyé à Compiègne. Il est ensuite déporté à Neuengamme. Ce n'est que le 17 mai 1945 qu'il est rapatrié. Il décède le 21 octobre 1972 à Mende.

Urbain Paradis

1890-1957 - Fonctionnaire, Résistant et Déporté

Ancien combattant 1914-1918, rappelé en 1939, capitaine de réserve, deux citations, décoré de la Légion d'honneur, Urbain Paradis est né le 21 juillet 1890 à Mende. Il occupe après sa démobilisation l'emploi de chef de Division à la préfecture de la Lozère.

Dès décembre 1941, il est avec Henri Bourrillon, Jean Lyonnet, Adrien Aïin, le docteur Marguerit et l'inspecteur des Postes Béranger, à l'origine du mouvement «Combat» dans le chef-lieu du département. Il diffuse des tracts et fait partie du NAP dirigé par Jean Lyonnet. Chargé du Service du Travail Obligatoire (STO) et président de la commission de recensement, il «réforme, em-

busque, camoufle les jeunes appelés».

Le vendredi 9 juin 1944, Urbain Paradis est arrêté par la police allemande comme d'autres Résistants : Paul Martin à la préfecture, le commissaire de police Pierre Lorentz et le docteur Paul Maury maire de Florac. Ecroué à la prison de Mende, Urbain Paradis est emmené le jeudi 13 juillet 1944 à Compiègne. Il est déporté en Allemagne où il est successivement interné à Neuengamme, à Flossenbürg, à la forteresse de Theresienstadt et au camp de Breschau. Libéré le 9 mai 1945 par un maquis tchèque, il est rapatrié le 30 mai 1945. Il décède à Nîmes le 6 juin 1957.

Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



La Résistance, présente sous différentes formes, a pu être organisée grâce à des réseaux et des points de relais permettant la communication et les échanges entre Résistants. Le garage Giral et Fernand Richard illustrent la réalité de cette clandestinité.

Le garage Giral

Garage Giral, avant guerre.
(ADL 62J47)



Dès 1942, le garagiste Jean Giral fait partie de l'Armée Secrète (AS) du secteur de Mende dirigée par Emile Peytavin et Jean Mazel. Ce groupe comprend aussi Georges Bonnet, Firmin Peytavin, le garagiste Pagès et le vétérinaire Roger Martin.

Le garage Giral sert de *boîte aux lettres* et de *point de chute*

pour la Résistance lozérienne. Clandestins, matériels et messages transitent par ce lieu «ami».

Le 30 mai 1944, René Michel dit «Max», commandant du Groupe Franc de Grandrieu, envoie deux émissaires à Mende: Fernand Richard et un autre Résistant. Seul le compagnon de Richard reviendra.



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

Fernand Richard

1912-1944 - Résistant abattu sur le Causse d'Auge

Fernand Richard, né le 31 décembre 1912 à Langogne, est commerçant à Chambon-le-Château en 1939.

Il constitue dès 1942, avec Pierre Laroche, meunier du Moulin de Provençal et François Fabre, agriculteur à Lhermet (Haute-Loire), le triangle de direction du groupe de Résistants du Haut Allier. Ce groupe a eu un rôle très important notamment

par le contact qu'il a établi entre Haute-Loire et Lozère.

Passé à la clandestinité, Fernand Richard fait partie du Groupe Franc de Grandrieu. Le 30 mai 1944, René Michel l'envoie en mission à Mende avec un camarade. C'est au cours de cette mission que Fernand Richard trouve la mort. Le 3 juin 1944, son corps est retrouvé dans un ravin sur le Causse d'Auge.

A la Libération, une autopsie constate qu'il a été victime de balles allemandes et la mention « Mort pour la France » est accordée. A titre posthume, Fernand Richard reçoit la Médaille Militaire en 1952; en 1953, son homologation au grade de sergent-chef à compter du 3 juin 1944 et en 1958, la médaille de la Résistance française.



Fernand Richard
(Droits Lucien Chassany)

Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



Figure de la Résistance, Jean Mazels s'investit dans différents mouvements résistants, notamment dans l'Armée Secrète (AS) aux côtés d'Henri Bourrillon et d'Émile Peytavin. Il participe à la libération de la Lozère en 1944 et devient maire de Mende jusqu'en 1955.

Jean Mazel dit «Marchal»

1910-1962 -

Résistant,
Maire de Mende,
député de la
Lozère



Jean Mazel
(Droits Mënd'Arts)

Jean Mazel est né le 10 mai 1910 à Phnom-Penh au Cambodge. Après des études de droit, il s'installe avocat à Mende en 1937.

En 1942, il devient adjoint au maire de Mende. Membre du mouvement Combat, il seconde Émile Peytavin pour organiser l'Armée Secrète (AS). Georges Bonnet agent technique de la Société lozérienne d'énergie électrique, Firmin Peytavin contremaître au col-
lège technique, Jean

Giral et Pagès garagistes et Roger Martin docteur vétérinaire font partie de ce groupe. Suite aux arrestations de la Gestapo au château de Saint-Lambert à Marvejols en



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

août 1943, Emile Peytavin devient le chef de l'AS. Jean Mazel et lui réorganisent le réseau départemental.

Le 28 février 1944, ils doivent rencontrer François Rouan dit «Montaigne», responsable de maquis cévenol, à l'Hôtel Nogaret au col de Jalcreste, entre Florac et Alès. Les deux Résistants échappent de peu à l'arrestation. A Mende, leurs appartements sont fouillés à plusieurs reprises. Ils se réfugient un temps chez Jean Galvier, instituteur à Albaret-Sainte-Marie, qui leur fournit de nouveaux papiers d'identité puis partent à Alès.

Quand Emile Peytavin rentre en Lozère, Jean Mazel reste dans le Gard où il intègre la Résistance locale. Il ne rejoint la Lozère qu'au

mois de juin 1944 et participe à la libération du département. Jean Mazel reste deuxième adjoint jusqu'au 21 août 1944. Le 7 septembre, il est chargé par le préfet de la Libération, Henri Cordesse, de former et de diriger le Comité Local de Libération (CLL) de Mende. Maire de Mende sous l'étiquette du Mouvement de Libération Nationale, Jean Mazel occupe cette fonction jusqu'en 1955. Il devient aussi député jusqu'en 1956.

Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre avec palme au titre de la Résistance, il décède en 1962 à Phnom-Penh alors qu'il exerce les fonctions d'expert auprès du gouvernement royal cambodgien.



Des Mendois, restés le plus souvent anonymes, ont aidé et caché des familles juives au péril de leur vie. Certains d'entre eux ont été honorés pour cet acte de résistance bien longtemps après la Libération.

Joseph et Henriette Bourdon

«Justes parmi les Nations»

Joseph Bourdon est né à Vézenobres (Gard) le 17 septembre 1897. Son épouse Henriette Roux est née à Saint-André-de-Valborgne (Gard) le 16 septembre 1888.

Fin 1939, ils s'installent à Mende. Il devient le premier pasteur de l'Eglise Réformée de la ville. Ils font également partie du réseau Commission inter-mouvements auprès des évacués (CIMADE) qui œuvre depuis le début de la guerre en faveur des réfugiés et plus particulièrement ceux qui sont internés dans les camps français. Son contact permanent avec Albert Agulhon, employé à la préfecture et vice-président du conseil presbytéral, lui permet également de venir en aide aux personnes de confession israélite. Il envoie, par exemple, la famille Zygel, réfugiée au



Henriette et Joseph Bourdon
(Droits Yad Vashem)

Chastel-Nouvel depuis 1940, s'abriter à Vébron.

Après une convocation au commissariat en 1943, Joseph Bourdon et l'ensemble de sa famille doivent entrer dans la clandestinité. Ils se retirent dans les Cévennes et restent cachés jusqu'à la Libération avec d'autres familles juives qu'ils avaient eux-mêmes aidées. En septembre 1944, Joseph Bourdon fait partie du Comité local élargi de Libération de Mende. Il décède le 7 février 1959 à Rousses. Henriette Bourdon décède à Alès, le 25 décembre 1979.

Le 22 décembre 1983, l'Institut Yad Vashem décerne au couple Bourdon le titre de «Justes parmi les Nations».



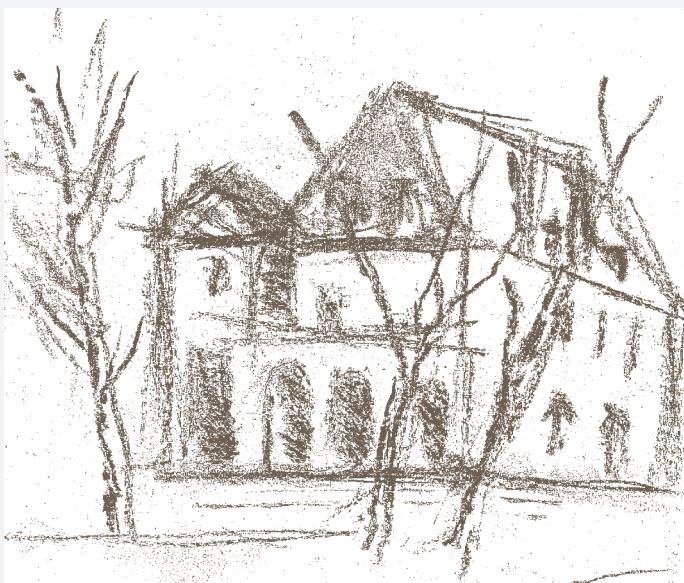
Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

Membre de la Résistance locale, Jean Lyonnet est à la tête du Noyautage des Administrations Publiques (NAP) en Lozère de 1942 à 1944. Recherché, il quitte la Lozère. La Maison Lyonnet est alors réquisitionnée et occupée par la police allemande jusqu'au retrait des troupes d'occupation.

Jean Lyonnet

(1902-1964) - Chef départemental du NAP



La Maison Lyonnet.
(Droits Mend'Arts)

Jean Antoine Lyonnet, architecte des Monuments historiques de la Lozère, est né le 18 novembre 1902 à Mende. Il entre dans la Résistance dès novembre 1941 avec Henri Bourrillon. Il organise la diffusion des tracts «Combat» en Lozère.

A partir du mois de décembre 1942, Jean Lyonnet devient le chef départemental du Noyautage des Administrations Publiques (NAP).

Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



Le NAP est un réseau qui doit détecter dans les préfectures, au sein de la police, dans le ravitaillement et à l'électricité, aux postes et télécommunications, aux chemins de fer... les sympathisants de la Résistance susceptibles de travailler pour le Service du renseignement, d'exécuter des sabotages, de rendre des services de tout ordre à la Résistance (faux papiers, etc.) et de préparer l'insurrection et la prise de pouvoir administrative lors de la Libération.

Le 28 février 1944, Jean Lyonnet échappe à l'arrestation par la police allemande et entre dans la clandestinité près d'Aurillac (Cantal). Le vétérinaire Roger Martin le remplace à la tête du NAP.

Dès lors, Dorstel, le responsable de la police allemande, va s'acharner sur la famille et les biens de Jean Lyonnet. Malgré les interventions du préfet, les pressions de Dorstel aboutissent à l'occupation de la Maison Lyonnet avec ses meubles et à l'expulsion de sa famille et

des autres occupants.

Le 10 mai 1944, la police allemande s'installe à la Maison Lyonnet, libérant l'immeuble Massador qu'elle occupait précédemment. Elle y restera jusqu'au départ de Mende des troupes et des services allemands le 18 août 1944.

C'est dans les sous-sols de cette maison que, le 28 mai 1944 au soir, 27 maquisards du groupe Bir-Hakeim ont été torturés avant d'être abattus le lendemain, dans le ravin de La Tourette, près de Badaroux.

A la Libération, Jean Lyonnet entre au Comité Départemental de Libération. En 1945, il est élu pour représenter la Lozère à Paris aux Etats Généraux de la Renaissance Française.

Chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, titulaire de la Croix de guerre 1939-1945, Jean Lyonnet est décédé à Mende le 24 novembre 1964.



D'une famille cévenole de Vialas, il naît le 8 mai 1921 à Montbrun dans la vallée du Tarn où ses parents sont instituteurs. Reçu à l'Ecole Normale (EN) de Mende en 1939, il n'accepte pas la capitulation de la France ni le nouveau régime de l'Etat français.

Jean Bonijol dit «Bull»



Jean Bonijol 1944
(Droits Jean Bonijol)

Réfractaire aux Chantiers de Jeunesse et au Service du Travail Obligatoire (STO), Jean Bonijol entre dans la clandestinité le 9 juillet 1943. Il trouve refuge en Cévennes, dans la Vallée Française. En novembre 1943, il fait partie du maquis-école de La Picharlerie. Suite à l'installation du maquis Bir-Hakeim à La Picharlerie, des combats opposent dans la

1921 - 2014 - Résistant,
instituteur syndicaliste et
mutualiste

Vallée Française en avril 1944, maquisards et troupes de la 9^e *Panzerdivision* d'Alès et de Nîmes. Jean Bonijol participe au ravitaillement d'urgence des maquisards.

Fin avril 1944, il va à Rodez prendre contact avec un responsable du Service des Opérations Aériennes et Maritimes (SOAM) en vue d'obtenir des parachutages d'armes en Cévennes. Il est alors chargé de repérer des terrains susceptibles de les recevoir. L'équipe de réception et de protection, placée sous sa responsabilité, est rattachée à la 7202^e Compagnie Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPFP) de la Vallée Longue, commandée par Roger Torreilles dit «Marcel».

Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



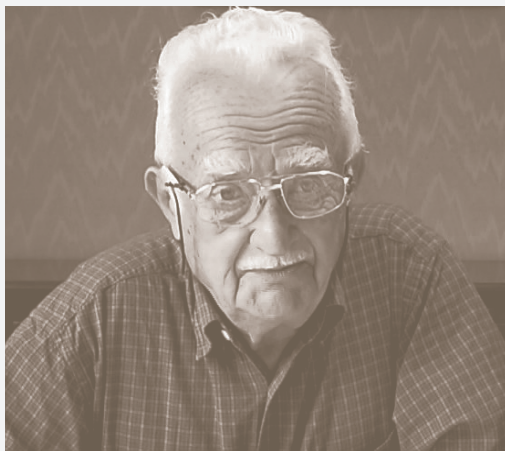
Le 25 septembre 1944, il rejoint à Nîmes la 7201^e Compagnie du Bataillon FTPF La Marseillaise. Avec le grade de sergent, Jean Bonijol est affecté à l'école des cadres sous-officiers puis intègre le peloton préparatoire à l'école interarmes de Coëtquidan. La paix signée, il demande sa démobilisation et regagne Mende pour la rentrée scolaire 1945.

Instituteur, militant syndicaliste et mutualiste, après plusieurs postes, il est nommé

en 1960 à Mende. En 1973, il devient directeur du groupe scolaire et prend sa retraite en 1978. Après 1980, il succède à Henri Cordesse à la présidence de l'Association départementale des anciens Résistants (ANACR). En décembre 1997,

Jean Bonijol est élu président de l'Union départementale des associations de combattants (UDAC).

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier



Jean Bonijol 2000
(Droits ANACR)

de l'ordre des Palmes académiques, il est titulaire de la carte de Combattant volontaire de la Résistance et de la carte de Combattant, médaille de la Guerre 1939-1945 avec barrettes E.V. et Libération.



Le 15 août 1944, partis de Marvejols, des Résistants du maquis de Haute Lozère vont effectuer une mission de sabotage dans la vallée du Lot. Trahis, ils tombent dans une embuscade à la sortie de Barjac. Vingt-cinq jeunes sont tués. Après les combats, lors du ratissage, les Allemands capturent plusieurs maquisards. Trois sont fusillés au Pont-Vieux de Chanac le 16 août. Jean-Louis Azagier, René Garrel, Roger Palluel et Jean Ribot sont emmenés à Mende. Ils sont interrogés, torturés puis fusillés le 17 août au lieu-dit Bellesagne-Le Meylet, portant à 32 morts le bilan du combat de Barjac.

Les actes de décès sont dressés les 21 et 26 décembre 1944 par Jean Mazel, maire de Mende. La mention «Mort pour la France» leur est attribuée.

17 août 1944 : les fusillés du Meylet

«Morts pour la France et la liberté»



Jean-Louis Azagier
(Droits Bernard Astruc)

Jean-Louis Azagier (1922-1944)

Jean-Louis Azagier est né le 18 janvier 1922 à Gizezac, commune de Saint-Léger-du-Malzieu. Il participe avec le 3^e Zouaves aux opérations militaires de 1939 à 1940. Prisonnier, il obtient son rapatriement. Il rejoint en 1944 le maquis de Haute Lozère. D'abord inclus parmi les morts du combat de Barjac, il fait en réalité partie des prisonniers qui seront fusillés au Meylet. Il est inhumé au carré militaire du cimetière de Mende.





Jean Ribot
(Droits ANACR)

Juan Ribot

(1924-1944)

Jean Ribot dit «Martin» est né en Espagne à San Serio de Guixols, le 23 octobre 1924. Fils de Catalans entrés en France en 1939 et installés à Chanac, il exerce le métier de bûcheron.

Comme beaucoup de Républicains espagnols, Jean Ribot rejoint le maquis pour reprendre le combat



Esquisse
(Droits Mend'Art)

antifasciste de ses aînés. Engagé volontaire le 6 juillet 1944, il fait partie du maquis de Haute Lozère et de la compagnie «Bernard» à Marvejols.

Après le combat de Barjac, par le bord du Lot, il a trouvé refuge chez ses parents à Chanac. Le 16 août au matin, les

soldats allemands qui patrouillent dans le village à la recherche des maquisards, l'arrêtent.

René Garrel

(1913-1944)

René Garrel est né le 30 juillet 1913 à Grandrieu. Son père est décédé pendant la guerre 1914-1918. Sa mère a élevé seule douze enfants. En 1940, René Garrel vit à Garches (Seine-et-

Oise) avec son épouse.

Membre du maquis de Haute Lozère, il est proposé, à titre posthume, pour le grade de lieutenant avec effet au 8 août 1944. Il est inhumé au cimetière de Grandrieu.



René Garrel

Roger Palluel

(1913-1944)

Roger Palluel - Petit Claude dit «Grand Gé», est né le 25 novembre 1922 à Sarcelles (Seine-et-Oise). Il est étudiant et domicilié chez sa mère à Paris. Il rejoint le maquis de Haute Lozère où il est chauffeur du capitaine Champion et sous-lieutenant des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Sa mère venue à Mende pour reconnaître le corps, écrit le 26 mars 1945: «...j'étais seule dans la vie avec mon fils, et nous étions plutôt deux copains que mère et fils, et maintenant il ne me reste plus rien que mon chagrin...».



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

Terre de résistance, la Lozère a aussi été une terre de refuge pendant la Seconde guerre mondiale. La communauté de La Providence à Mende a accueilli des victimes de la guerre et a caché des enfants juives pendant l'Occupation.

La communauté de La Providence

La maison de La Providence à Mende a été fondée le 12 octobre 1820 par deux Mendoises: Rose Bourrillon et Victoire Bergounhe pour venir en aide à l'enfance malheureuse.

Après la débâcle de 1940, le nombre des jeunes filles accueillies à La Providence grandit: enfants des grandes villes du sud (Montpellier, Marseille), réfugiées du Nord et du Pas-de-Calais, «orphelins» dont le père était parti sur le front, prisonnier ou déporté. Une quinzaine de religieuses s'occupe de plus de 80 filles âgées de trois à dix-huit ans.

Suite aux rafles organisées en Lozère, le père Caupert, aumônier de la communauté, demande à la mère supérieure d'accueillir des enfants juives. Quatre personnes sont au courant: le père Caupert, la mère supérieure et deux religieuses. Une cachette est aménagée dans le sous-sol afin de permettre d'échapper à une rafle éventuelle. Sur la quinzaine

d'enfants juives, certaines sont simplement de passage, le temps que leurs familles prennent les dispositions nécessaires pour se cacher ou fuir à



La Providence
(ADL 2 FI Mende Art 400)

l'étranger. D'autres resteront bien après la Libération.

En 1995, Gaby Patsi née Hochman, parvient à renouer contact avec la communauté de La Providence. Le 21 juin 2011, l'Institut Yad Vashem de Jérusalem décerne le titre de «Juste» à Joseph Campert, Augustine Brugeron et Marie Hermentier (Soeur Marie-Emilienne). Le 14 mai 1997, à son initiative, une plaque est inaugurée sur le mur bordant la rue de la Chicanette.

Seconde guerre mondiale

**la Résistance
à Mende**



Commissaire de police à Mende pendant l'occupation, Pierre Lorentz refuse de collaborer et de transmettre la liste des Juifs résidant à Mende. En 1944, il est arrêté par la police allemande, incarcéré à la maison d'arrêt pour être ensuite déporté.

Pierre Lorentz

(1914-2006) - Commissaire de police, déporté

Pierre Lorentz est né le 20 avril 1914

à Briey (Meurthe-et-Moselle). Après des études de droit à la faculté de Nancy, il est avocat stagiaire de 1937 à 1939. Rappelé dans l'artillerie à la déclaration de guerre, il est fait prisonnier, s'évade et rejoint la Zone libre. Fin 1941, il entre dans la Police nationale. Il est commissaire stagiaire à Roanne (Loire). Le 1er juillet 1942, il est nommé à Mende. Ses états de service sont élogieux.

Pierre Lorentz, Lorrain, évadé, est aussi un patriote. Tenant tête au préfet, il refuse de



Pierre Lorentz, années 2000.
(Droits Pierre Lorentz).

communiquer aux Allemands la liste des Juifs résidant à Mende. Durant les nuits du 8 au 9 et du 10 au 11 mars 1943, des pancartes indicatrices de la *Feldgendarmarie* sont arrachées et barbouillées de noir. Le préfet reproche à Pierre Lorentz de ne pas avoir agi suite à cet événement. Pour le fonctionnaire qui continue à effectuer strictement son travail mais



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

refuse l'occupation et la collaboration, les panneaux appartenant à l'armée allemande ne sont pas de son ressort.

Le vendredi 9 juin 1944, la police allemande opère quatre arrestations. Le docteur Maury, maire de Florac, Paul Martin et Urbain Paradis, fonctionnaires de la préfecture, ainsi que Pierre Lorentz sont conduits au bureau de la police allemande à la Maison Lyonnet, interrogés puis incarcérés à la maison d'arrêt. Le jeudi 13 juillet 1944, ils quittent Mende pour Nîmes puis Paris et Compiègne, et sont déportés le 30 juillet 1944 à Neuengamme. Le 12 avril 1945, les gardes du camp fuient l'avance des Alliés. Les déportés sont conduits en Tchécoslovaquie après un long et douloureux périple.

Libéré après le 8 mai 1945, Pierre Lorentz sollicite sa réintégration le 25 du même mois. Il est muté au service de la Sécurité publique à Nancy au mois d'octobre suivant. Commissaire de police à Nancy puis à Epinal, il devient directeur de la Sécurité publique à Belfort. Nommé magistrat en 1973, il termine sa carrière le 20 septembre 1980.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite social, titulaire de la croix du Combattant, de la médaille des Evadés, de la croix de Combattant volontaire de la Résistance, de la médaille de la Déportation, Pierre Lorentz est décédé le 20 décembre 2006.



La Résistance lozérienne naît à partir de petits groupes d'individus d'opinions souvent très diverses voire opposées qui, dès 1940-1941, refusent la défaite et le gouvernement de Vichy.

Organisation de la Résistance en Lozère

Les Cévennes protestantes et traditionnellement «rouges» sont une «terre de refuge» pour tous les proscrits. Le bassin de Marvejols, riche de personnalités remarquables de la Résistance, est un lieu important d'organisation des mouvements. Au centre du département, Mende donne à la Résistance deux de ses chefs. Jusqu'en 1942, l'opposition clandestine est surtout individuelle et politique. L'engagement devient ensuite collectif notamment autour du mouvement et du journal « Combat » dont les tracts sont introduits en Lozère depuis la fin 1941. L'invasion de la Zone libre accélère le développement d'une action militaire.

En mars 1942, autour d'Henri Bourrillon, maire de Mende destitué par Vichy, une orga-

nisation départementale prend corps. Ensuite sont créés l'Armée Secrète (AS) et le Noyau-tage des Administrations Publiques (NAP) qui donnent à la structure un caractère plus militaire. En Lozère, l'AS a la particularité de réunir des Résistants de toutes tendances, communistes compris. Elle prévaut au nord de Mende. Dans les Cévennes, du Mont Lozère aux confins d'Alès, s'implantent les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPFF). A partir de la fin 1943, les deux mouvements seront à la recherche d'une unité.

En décembre 1942, Henri Bourrillon est le chef politique de la Résistance lozérienne, Gilbert de Chambrun en est le responsable militaire, secondé par Henri Cordesse. Chaque secteur géographique a un chef local. A Mende, c'est Emile Peytavin.

Outre son unité, la Résistance lozérienne se caractérise aussi par l'apport très important de



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

l'extérieur et notamment des étrangers surtout Espagnols et Allemands antifascistes. Dès avril 1943, le premier maquis, composé d'Allemands antinazis s'installe sur l'Aubrac. En juillet 1943, les FTPF s'installent près de Saint-Martin-

fin 1943 et, à partir du printemps 1944, Henri Cordesse remplace, à la responsabilité politique du mouvement, Henri Bourrillon déporté à Auschwitz puis Buchenwald.

En mars 1944, le maquis Bir-Hakeim se fixe en Cévennes. Les actions se multiplient et des combats importants ont lieu au sud (Vallée Française, Vallée Longue, La Parade) et au nord (Mont Mouchet, Réduit de la Truyère). Suite aux replis de maquisards accueillis dans le nord, Emile Peytavin confie à Maurice David dit «Thomas» l'organisation et le commandement des maquis de Haute Lozère répartis sur la Margeride et l'Aubrac. Le 16 juin 1944,



Monument de La Parade (Droits ONAC)

de-Boubaux puis près de Saint-Frézal-de-Ventalon.

Les arrestations du 30 août 1943 à Marvejols puis celles du 28 février 1944 (Mende, Marvejols, Florac) frappent durement la Résistance. Elle doit se réorganiser. Appuyé par Jean Mazel, Emile Peytavin devient chef militaire départemental

un commandement unique FFI est finalement reconnu par tous les maquis lozériens. Le département est libéré en août. La Résistance prend en charge la vie politique et économique et Henri Cordesse devient préfet de la Libération.



Membre de Liberté-Combat puis de l'Armée Secrète, Maurice David est officier d'état-major au Mont Mouchet. Il dirige ensuite les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) de Haute Lozère et organise la libération de Mende.

Maurice David dit « colonel Thomas »

(1901-1985) - Commandant des maquis puis du 80^e régiment d'infanterie

Maurice David-Moyse est né à Marseille le 5 septembre 1901. Fils d'avocat, il devient à son tour avocat au barreau de Marseille. Rappelé en 1939, il est aspirant lorsqu'il est démobilisé le 20 juillet 1940. En août 1941, du fait des lois racistes de Vichy, il se déclare «cultivateur».

Dès 1942, il organise des noyaux de Résistance dans les Bouches-du-Rhône et le Var. Il passe dans la clandestinité en janvier 1943. Fin février 1944, Maurice David dit «Thomas» ou «Mathias» devient adjoint du colonel Georges Rebattet dit «Cheval» responsable des maquis des Mouvements Unis de la Résistance (MUR). Offi-

cier d'état-major au Mont Mouchet, il est chargé de la liaison avec les maquis de Lozère et du Gard-Cévennes.



Maurice David
(Droit Service historique de la Défense)

Après les combats du Mont Mouchet et du Réduit de la Truyère, il regroupe officiers et



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

maquisards pour poursuivre le combat en Lozère. Adjoint du colonel Emile Peytavin, responsable militaire de la Résistance lozérienne, Maurice David dit «Commandant Thomas» dirige les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) de Haute Lozère. Il organise les FFI en deux groupes. Le premier dit «groupe de la Margeride» est le plus étoffé avec un effectif de 600 à 800 hommes environ. Le deuxième dit «groupe de l'Aubrac» réunit environ 300 hommes de Saint-Germain-du-Teil à Nasbinals durant l'été 1944.

A l'été 1944, le «commandant Thomas» installe son état-major à Marvejols pour préparer la libération de Mende. En juillet et août, les maquis de Haute Lozère conduisent avec succès diverses actions: barrages routiers et embuscades sur les axes empruntés par les troupes d'occupation, sabotages de voies ferrées, de lignes haute tension et téléphoniques, traque impitoyable des traîtres et agents à la solde de l'ennemi. Les opérations les plus marquantes sont l'attaque d'un train à Belvezet, les combats de Pradelles en Haute-Loire, de la Vallée du Lot et d'Esclanèdes, l'arrestation de collaborateurs à Chapeauroux.

Lorsque la garnison allemande quitte Mende, les compagnies du maquis harcèlent son arrière-garde jusqu'à Villefort.

Début septembre à Montpellier, le bataillon lozérien forme, avec sept autres bataillons FFI, la brigade R3, placée sous ses ordres. Devenu lieutenant-colonel, Maurice David œuvre pour faire prévaloir la notion de «régiment FFI»: le 16 octobre, la brigade devenue Brigade Légère du Languedoc (BLL) intègre la 1re armée française. Le 8 janvier 1945, la BLL devient le 80^e régiment d'infanterie. Son chef, le «colonel Thomas», est ensuite affecté à l'état-major de la 1re armée à Guebwiller.

Chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre avec palme et étoile de bronze, de la carte de Combattant volontaire de la Résistance et de la médaille de la Résistance, Maurice David décède à Aix-en-Provence le 28 janvier 1985.



Emile Peytavin, responsable du secteur de Mende de la Résistance puis chef militaire départemental, passe dans la clandestinité après le 28 février 1944. Nommé à la tête des Corps Francs de la Libération, il organise les maquis de Haute Lozère. Il unifie et dirige les FFI et préside le Comité Départemental de Libération.

Emile Peytavin dit « Ernest »

(1898-1972) - Chef militaire FFI, président du Comité Départemental de Libération

Emile Peytavin est né le 25 avril 1898 au Bley-mard, de parents instituteurs. Ses études à l'école des Arts et Métiers de Cluny sont interrompues par la Première guerre mondiale. Lieutenant, victime des gaz de combat, il est cité et décoré. L'action des gaz provoque une pleurésie qui dégénère en tuberculose. Il revient en Lozère. Nommé en 1922 professeur à l'école pratique de Mende, il devient en 1929 directeur de l'Ecole de Commerce et d'Industrie de Bort-les-Orgues (Corrèze). Socialiste et pacifiste, il milite activement et est candidat à la députation.

Dès juillet 1940 à Mende, il

entre en contact avec ceux qui refusent la défaite et le régime de Vichy. En 1942, directeur de collège à Brive, il contacte la Résistance en Corrèze. Se sentant menacé, il rentre en Lozère. Il devient responsable du secteur de Mende de la Résistance. L'Armée Secrète (AS) de Lozère est officiellement créée en décembre 1942 dans sa villa d'En Crouzas. Jean Mazel est son adjoint. Quand Gilbert de Chambrun est promu chef régional, Émile Peytavin dit « Ernest » devient chef militaire en Lozère.

Le 28 février 1944, il échappe de peu à l'arrestation à l'Hôtel Nogaret au Col de Jalcreste, entre Florac et Alès. A Mende, Henri Bourrillon est arrêté. Emile Peytavin passe dans la clandestinité et se réfugie chez



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

Jean Galvier, instituteur à Albaret-Sainte-Marie, qui lui fournit de nouveaux papiers d'identité.

En avril 1944, Gilbert de Chambrun le nomme à la tête des Corps Francs de la Libération (CFL). Tous les groupes et maquis, à l'exception des

tavin et Henri Cordesse obtiennent des armes pour les FTPF. Le Conseil National de la Résistance (CNR) ordonne de réunir les FTPF et les CFL dans les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). En Lozère, c'est Emile Peytavin qui commande les FFI.



Emile Peytavin à La Parade le 26 mai 1945
(Droits Anna Rousseau)

Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF), sont rassemblés dans cette nouvelle organisation. Après les combats du Mont Mouchet et du Réduit de la Truyère, de nombreux officiers et maquisards sont dispersés dans le nord de la Lozère. Avec eux, Emile Peytavin organise le maquis de Haute Lozère sous le commandement de Maurice David dit «Thomas». Dans le sud, la tâche est plus difficile: les FTPF sont les plus nombreux et le commandement est commun Gard-Lozère. Un accord est trouvé. Emile Pey-

En août 1944, avec «Thomas», il organise l'encerclement de Mende. Madame Peytavin, agent de liaison, menacée par la police allemande, se réfugie à son tour à Albaret-Sainte-Marie. A la Libération, le lieutenant-colonel Peytavin préside ainsi le Comité Départemental de Libération (CDL).

En octobre 1945, il est nommé inspecteur principal de l'enseignement technique à Paris, ensuite inspecteur à Lille puis à Montpellier. Il prend sa retraite en 1968.

Officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Palmes académiques, il est l'auteur d'ouvrages sur la Résistance en Lozère. Il meurt le 25 décembre 1972 à l'hôpital de Mende et est inhumé à Ispagnac.



François Louis Paul Godet, né à Gex (Ain) le 26 novembre 1915, et Albert Fernand Mohrbach, né le 24 février 1922 à Montigny-lès-Metz (Moselle), rejoignent vraisemblablement le maquis de Haute Lozère suite aux combats des 10 et 11 juin 1944 au Mont Mouchet.

François Godet (1915-1944)

Fernand Mohrbach (1922-1944)

FFI de Haute Lozère exécutés à La Boulaine le 24 juin 1944



François Godet (AM 22W35)

Haute Lozère, de joindre les maquisards de la Haute-Loire qui, depuis le 11 juin au soir, ont quitté le secteur de Venteuges et Sauvages (Haute-Loire) et se sont repliés en Lozère dans la forêt de Mercoire au sud de Langogne.

Dès le 13 juin, ils sont chargés par Maurice David dit «Thomas», commandant des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) de

Ils sont arrêtés à la ferme du Pont-Rodier (au croisement de la route N 585 de Grandrieu à Châteauneuf-de-Randon avec la N 88) où les Allemands ont installé un contrôle routier depuis la veille au soir.

Ecroués à la prison de Mende ce même 13 juin, ils sont extraits



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende

de leur cellule, sans aucune pièce de levée d'écrou, le 24 juin 1944, conduits dans les bois de La Boulaine et exécutés par la police allemande.

Le 24 juillet 1944, la Croix-Rouge établit une fiche détaillée pour chacun des deux Résistants. Ils sont inhumés au carré militaire du cimetière de Séjalan à Mende.

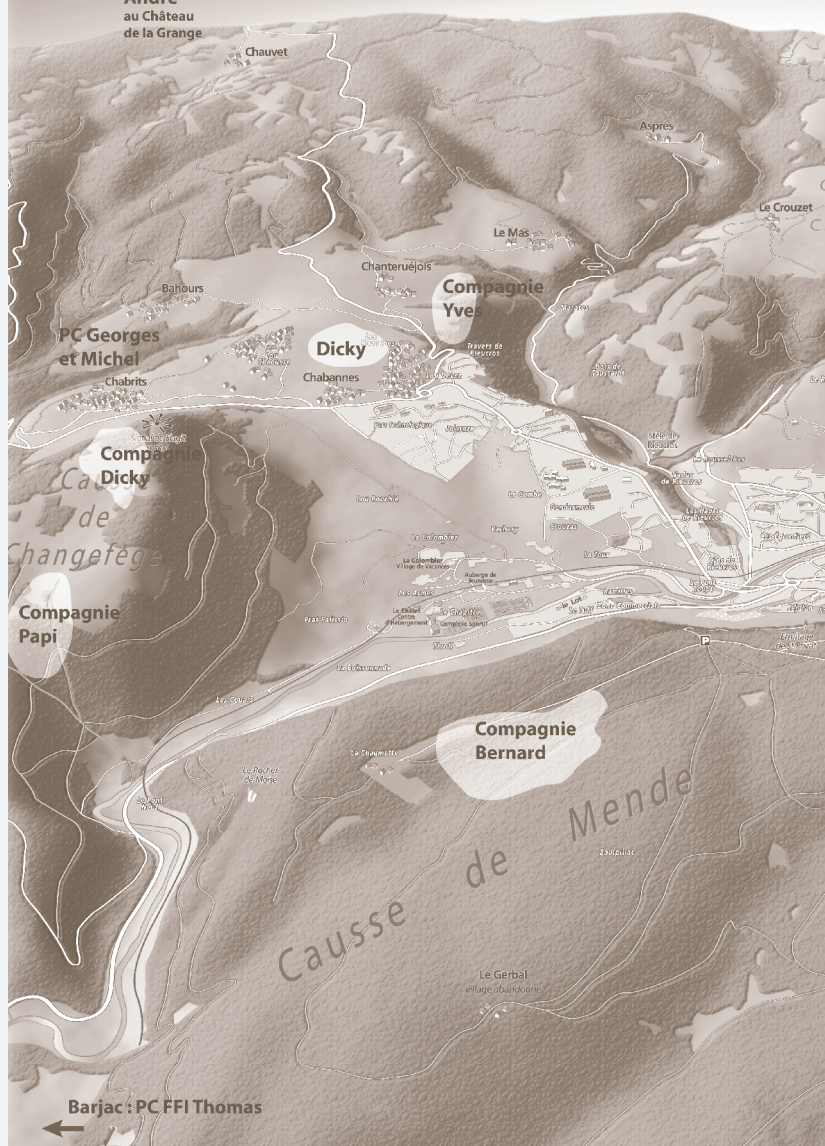
L'acte de décès de François Godet, dressé le 19 octobre 1944, mentionne «Soldat des Forces Françaises de l'Intérieur, était domicilié en dernier lieu 2, rue des Farges à Lyon Saint-Just (Rhône)», avec en marge «Mort pour la France».

L'acte de décès de Fernand Mohrbach, dressé le 29 septembre 1944, sur déclaration de Madame Mohrbach, porte en marge «Mort pour la France».



Esquisse
(Droits Mend'Arts)







Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



La libération de Mende

19 août 1944

Après les combats du Mont Mouchet et du Réduit de la Truyère en juin 1944, d'importants re-plis des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) sont accueillis en Lozère. Emile Peytavin dit «Ernest», chef militaire départemental, confie à Maurice David dit «Thomas» l'organisation et le commandement des maquis de Haute Lozère. C'est ce dernier qui met en place l'encerclement de Mende.

Dès la fin juin, les maquis ont reçu pour mission de porter le plus de coups possibles à l'ennemi. Dans la première quinzaine d'août, des combats ont lieu dans la vallée du Lot au Pont de Salmon, au Bruel d'Esclanèdes, à Chanac...

Le 15 août 1944, suite à une délation, l'embuscade de Barjac coûte la vie à vingt-cinq Résistants. Le lendemain à Chanac, trois sont tués au combat et cinq sont fusillés. Le 17 août, quatre autres sont fusillés à Mende.

Le 18 août, les troupes d'occupation commencent à quitter Mende en direction de la vallée du Rhône par Le Bleymard. Elles sont harcelées par les FFI et l'aviation britannique. Le 19 août, les Résistants font leur entrée à Mende.

Le 21 août, la Lozère est libérée et, le 22, Villefort accueille les premiers éléments de la France Libre débarqués en Provence.

Le 28 août 1944, Henri Cordesse, préfet de la Libération, préside à Mende le premier Conseil Départemental de la Libération. La Résistance prend en charge la vie politique et économique.

Au bilan douloureux des FFI de la Lozère (140 victimes dont 44 prisonniers fusillés), il faut ajouter les 148 déportés dont 122 ne sont pas rentrés, parmi eux des femmes et 11 enfants dont 4 de moins de cinq ans.



Seconde guerre mondiale

la Résistance
à Mende



Seconde guerre mondiale

la Résistance à Mende

